

# La Lettre du Cercle

CERCLE POUR L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

SIÈGE SOCIAL : 14, RUE DE LA TOUR, 75116 PARIS

Numéro 34 – Juillet 2008

www.cpat.asso.fr

## EDITORIAL

Pierre Mirabaud a quitté la DIACT, Pierre Dartout lui succède. Tous nos vœux à l'ancien Délégué, bienvenue à son successeur, que bien des défis, attendent. Y compris sur les paradigmes mêmes de l'aménagement du territoire ou des territoires français, comme semblent en témoigner les travaux récents de Laurent Davezies (cf. page 5 de cette Lettre).

Membre du Cercle de longue date et ami de tous au Cercle, Pierre Mirabaud lui a apporté son soutien moral et logistique permanent, et, en particulier, animé plusieurs de ses réunions-débat en préambule à nos festivités dans les jardins et les locaux regrettés de l'avenue Charles Floquet. Tous nos vœux l'accompagnent dans ses nouvelles fonctions qui devraient être connues lorsque cette Lettre «sortira».

« Mais qu'est-ce que l'on veut ? Une armée qui fait de l'aménagement du territoire, mais qui n'est pas opérationnelle ? ». Cette phrase, reprise de mémoire et donc de façon peut-être approximative de l'intervention du Président de la République annonçant le plan de réforme des armées, nous ramène à plusieurs questions fondamentales sur l'aménagement du territoire et sur la vocation du Cercle.

Sur l'aménagement du territoire, ou plutôt sur les politiques de sa mise en œuvre, tout d'abord. S'agit-il de, tout d'abord ou notamment, de répartir au mieux les activités publiques et privées sur les territoires national, nationaux ou européens ? Ou s'agit-il, une fois les grandes politiques arrêtées, de prendre en compte et de gérer leurs composantes territoriales, composantes techniques, sociales, politiques,

avec leurs conséquences bénéfiques pour les uns, funestes pour les autres ? Les récents débats sur la carte judiciaire, sur ceux de la santé, de Météo France, ou de la recherche et de l'enseignement supérieur témoignent de la vigueur des thèses qui s'affrontent. Le rapport que Jean-Pierre Duport vient de présenter au Conseil économique et social ne fustige-t-il pas le saupoudrage des établissements de recherche et d'enseignement supérieur français, en opposition avec les défenseurs de la politique des petites unités (politique fortement soutenue par la Datar lorsque j'y étais) et de ceux du « naître, grandir, apprendre, travailler et vivre au Pays ». Notons que l'évolution des comportements des français fait que « mourir au pays » ne fait plus l'objet d'un consensus, loin de là.

Sur la vocation du Cercle, ensuite. L'une des spécificités du Cercle est de rassembler autour d'un concept en évolution, certes, mais suffisamment large et permanent, celui de l'aménagement du territoire, des compétences réelles mais extrêmement diverses de part leur origine, leur expérience, leurs opinions. Et d'être un lieu ou cette diversité peut s'exprimer, se confronter, parfois s'affronter, publiquement et en toute indépendance. Ceci fait du Cercle, malgré sa taille modeste, un lieu de rencontres, de débats, de réflexions comme il en existe peu. Mais cette force, cette vocation ont un revers : sauf circonstances exceptionnelles, le Cercle, en tant que tel, ne peut pas, ne doit pas prendre de position. Il ne peut que rendre compte des diverses opinions qui s'expriment en son sein, il se doit de leur donner la parole, soit dans les colonnes de la Lettre, soit lors de ses réunions, soit par tout autre moyen. Et

c'est ce que son bureau et son président s'efforcent de faire au mieux et en maintenant et faisant vivre la composante « amicale » qui est son autre grande caractéristique.

**Hervé NORA**  
Président du Cercle

## Paul RAMBEAUD, un témoignage personnel

par Bernard SAILLET

*Paul Rambeaud nous a quittés le 3 juillet 2008. Nous étions très nombreux à le connaître, et il était pour nous un véritable ami. Bernard Sallet a proposé sur Paul un témoignage personnel émouvant Nous l'en remercions tous.*

J'ai rencontré Paul Rambeaud (pour la première fois) à la fin du mois de novembre 1967 à la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, la Datar, avenue Charles Floquet à Paris

(suite page 9)

## Sommaire

• EDITORIAL	HERVE NORA	1
• UN TEMOIGNAGE PERSONNEL SUR PAUL RAMBEAUD	BERNARD SAILLET	1
• FLEXIBILITE, INDEPENDANCE ET AGILITE, L'EXEMPLE DU GROUPE BOLLORE REUNION-DEBAT AVEC FRANCIS AARON		2
• LE GRANDE CHANTIER DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, INTERVENTION DE VINCENT PIVETEAU		2
• L'ARCHITECTURE	PHILIPPE BOSSEAU	3
• LA REPUBLIQUE ET SES TERRITOIRES REUNION AVEC LAURENT DAVEZIES		5
• NOTES DE LECTURE	JEAN-MARIE SIMON	10

## **Flexibilité, indépendance et agilité, l'exemple du Groupe BOLLORE**

**Francis AARON**

Directeur des Systèmes d'Information du Groupe BOLLORE

Mardi 18 décembre 2007

Créée en 1822, à Quimper, le groupe Bolloré est au départ spécialisé dans le papier, plus particulièrement dans la technique du papier couché. Appliquant alors l'une de ses règles stratégiques permanentes, la déclinaison de tout ce que l'on peut faire à partir d'une technique que l'on maîtrise, elle se lança dans la fabrication du papier à cigarettes (Job, OCB, Zyg Zag), du papier bible, des papiers « haut de gamme » (papiers pour vêtements médicaux, papier nettoie lunettes, ...) pour être aujourd'hui spécialiste du film plastique métallisable pour ordinateurs après l'avoir été des condensateurs à base de papier.

Un principe guide ses choix d'évolution ou de diversification, sur son métier du papier comme sur ses autres métiers, celui de l'obligation de toujours se positionner sur des niches du marché où il peut être leader.

Puis vint l'ère des diversifications. Dans le domaine des transports, tout d'abord : investissement dans le groupe Chargeurs et dans sa filiale la SCAC et ses activités d'organisateur de transport et de voyages, et dans celles des financements correspondants. Le groupe se séparera de ces activités en les revendant à Havas et à Diner's. Découleront des autres activités de Chargeurs des investissements dans la filière logistique : armateurs (Delmas, cédée ensuite à CMA), manutention, stockage, chargeurs, gestion de lignes ferroviaires en Afrique (pour desservir les ports), informatisation des porte-conteneurs (pour gérer les « boîtes »), gestion de ports (Abidjan), distribution de produits pétroliers (gestion de l'oléoduc Nantes-Melun-Metz)...

Parallèlement, le Groupe Bolloré explore des secteurs nouveaux comme les plantations de caoutchouc, la production d'huile de palme ou... la mise au point des cartes d'embarquement, en acquérant le groupe Rivault dont il revendra la banque. Il investit dans les étiquettes radiofréquences (pour gérer

l'acheminement des conteneurs), les bornes SnCF, les systèmes de sécurité et de contrôle.

En même temps, le Groupe Bolloré procède à des opérations financières avantageuses : Gaumont, Bouygues, Lazard...en réalisant des cessions dégageant de confortables plus-values.

Enfin, le Groupe migre dans le secteur des médias en investissant dans Gaumont, le cinéma Mac-Mahon, la SFP, en prenant des licences de TV numérique, en créant une chaîne TV (Direct 8) et deux journaux gratuits (Direct Soir et Matin Plus, ce dernier en collaboration avec Le Monde), en devenant opérateur de télécommunications (12 licences à ce jour, dans le sud de la France, la Bretagne et en Ile de France), ou de télévision mobile personnelle, en devenant majoritaire dans le capital d'Havas ou minoritaire, pour l'instant, dans Aegis en Grande Bretagne.

Il s'implique enfin dans la recherche liée au transport en s'investissant dans la mise au point de batteries à base de film fin aluminium-carbone pour voitures électriques, voitures hybrides ou 100% électriques : la « Blue Car » aura 250 km d'autonomie pour une vitesse maximale de 130 km/h et un temps de recharge de la batterie de 6 heures.

Ce passionnant exposé de l'histoire du Groupe Bolloré permet à Francis Aaron et aux membres du cercle de réfléchir sur les méthodes et les types d'organisation qui permettent à Vincent Bolloré et à ses collaborateurs directs de mener à bien des diversifications ou des réorientations aussi nombreuses et diverses. « Il n'y a pas de Comité exécutif chez Bolloré, mais une équipe de pompiers qui donnent au Groupe une flexibilité et une réactivité rarement égalées. Je suis une sorte de Red Hadler ! ». Ne citons qu'un exemple : c'est Francis Aaron qui fut soudainement chargé, avec un ou deux autres collègues, du lancement dans un temps record d'un journal gratuit du soir, Direct Soir, avec Vincent Bolloré lui-même comme Rédacteur en Chef. Direct Soir tire aujourd'hui à 1,2 millions d'exemplaires par jour.

**Compte-rendu de Jean-Marie SIMON**

## **Le chantier de l'aménagement du territoire**

Compte-rendu de l'intervention de

**M. Vincent PIVETEAU**

Directeur de Cabinet de M. Hubert FALCO

Secrétaire d'Etat

à l'aménagement du territoire,

lors de l'Assemblée Générale du

Cercle, le 27 mars 2008

Le chantier de l'aménagement du territoire est devant nous et cette rencontre avec le Cercle tombe à point.

Car l'aménagement du territoire est à reconquérir et à réinventer.

Le grand rendez-vous du Grenelle de l'Environnement est maintenant derrière nous et le défi de la rupture écologique est relevé. Avec un nouveau Secrétariat d'Etat, l'aménagement du territoire a trouvé place au sein du MEEDDAT, Ministère de l'Equipement, de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire. Ce sera une véritable renaissance d'autant plus qu'il est accompagné par la création d'un Secrétariat d'Etat à la Région capitale.

Cette recréation est un élément essentiel pour le développement durable car l'ensemble des missions de ce grand ministère se recoupent au niveau des territoires. L'aménagement du territoire retrouve sa transversalité. Le territoire est en effet le lieu où se concrétisent les enjeux de compétitivité, de solidarité, de mises en synergie des politiques (équipement et urbanisme, énergie et ressources naturelles, développement équilibré...). La mobilisation des territoires conditionne le succès des politiques : les villes, pour la compétitivité ; la valorisation des ressources, pour la cohésion territoriale et la solidarité ; la mise en résonance des compétences, pour faire jouer les synergies.

L'Etat doit tenir toute sa place dans l'aménagement du territoire : en effet, si les distorsions régionales s'atténuent, les effets extrêmes, en revanche, s'amplifient et l'action des Régions est en elle-même insuffisante pour pallier ceux-ci.

De même, l'aménagement du territoire doit être attentif aux conséquences territoriales des politiques sectorielles de l'Etat, par exemple en matière de santé, de système judiciaire, de défense nationale, d'éducation ou d'enseignement supérieur. Il doit être associé à la conduite des diagnostics et des concertations préalables ainsi qu'à l'élaboration des projets eux-mêmes. Une approche globale des mécanismes de compensation à mettre en place relèvera alors de sa responsabilité.

Le secrétariat d'Etat a ainsi un rôle capital à jouer vis-à-vis de l'ensemble des collectivités territoriales, rôle de facilitateur, qui l'amènera à écouter et dialoguer de façon permanente.

*Dans la discussion qui a suivi cette intervention, Vincent Piveteau a été amené à préciser le rôle particulier de la nouvelle DATAR (pour mémoire, la DIACT) au sein du nouvel ensemble ministériel placé sous la houlette de Monsieur Borloo. Le développement durable, sous l'égide duquel a été constitué le Ministère, engendre naturellement des contradictions (entre développement économique et protection de l'environnement, entre compétitivité et solidarité, entre objectifs régionaux et impératifs nationaux notamment). Ce sera une des missions de la Diact de les prévenir et de les résoudre.*

NDLR : la création du MEEDDAT s'accompagne d'une vaste réforme des services déconcentrés de l'Etat. Les DDE et le DDAF fusionnent, pour vraisemblablement s'intégrer aux préfectures. Au niveau régional les DRE-DAD apparaissent (DRE + DRIRE + DIREN).

*Compte-rendu établi par  
Jean-Marie SIMON*

## L'architecture

**Par Philippe BOSSEAU**  
Architecte, Membre du Cercle

L'architecture c'est l'histoire de l'homme, le témoignage de son passage ici ou là, sa marque sur le sol, sur

les esprits, sur l'âme, en éternel devenir.

C'est de l'espace dont il s'agit, celui de notre univers, de notre monde, de l'immensité qui nous entoure, toujours, puis celui de notre terre, au moins pour le moment.

C'est de l'homme dont il s'agit, de tous les hommes, de toutes origines de toutes couleurs, de toutes tailles, de toutes intelligences où qu'il soit sur terre et qui il soit.

La marque de l'homme sur terre, c'est l'expression de ses aspirations, de ses besoins, de ses comportements, de sa vie avec ses rêves et ses amours, c'est l'expression de son individualité, de sa famille, de la société à laquelle il appartient.

L'architecture c'est une fonction avant d'être une forme, l'homme qui bouge et qui remue, l'homme qui invente dieu et l'outil.

Le premier matériau de l'architecture c'est l'homme.

La terre qu'il trouve sur place, la pierre et le bois avec l'eau, la lumière et le vent, les métaux, et les divers composants et dérivés de toutes ses inventions géniales, les techniques et les sciences avec toujours l'art de faire, de bâtir, de construire, tout cela ce sont les instruments de l'architecture.

De la justesse du choix de ces instruments, de la justesse de l'adéquation entre l'esprit et la matière dépendra la qualité de l'œuvre, son caractère, sa spécificité et sa résonance.

La terre, elle aussi, vit. Elle bouge, elle remue beaucoup plus lentement que l'homme mais parfois avec une violence fulgurante. Dans la galaxie, dans notre système solaire, tout est mouvement.

Elle a été très chaude et puis très froide et puis elle se réchauffe : elle évolue continuellement. Sa composition se métamorphose avec le temps. L'homme n'y peut pas grand chose, il peut la mieux connaître, c'est tout. D'ailleurs il s'adapte, il s'en est toujours accommodé jusqu'à présent.

Les techniques à travers les âges ont permis d'exploiter la terre pour le bien de l'humanité ; l'homme utilisait la terre

et puis la pierre, quand il a eu du bois, il a utilisé aussi le bois, quand il a connu la composition des éléments, il les a tous utilisés, bien ou mal, mais il a compris, toujours avec du sens. Son génie vient de cette évolution inexorable vers la connaissance. L'architecture en est le témoin ou n'est pas et le bâti reste alors de la construction.

La terre que l'on voit aujourd'hui est comme par le passé un instantané faiseur d'histoire. La succession de ces instants fait déjà une longue histoire mais bien courte à l'échelle planétaire.

Cette terre, notre monde, ce sont des paysages, des plaines et des plateaux, des montagnes et de l'eau, des combinaisons infinies de formes, de couleurs, d'odeurs, de textures et de bruits. C'est haut, c'est bas, c'est sombre et lumineux à la fois, uniforme et changeant, calme et bruyant et puis c'est tout cela notre environnement.

C'est sauvage, en perpétuel mouvement avec le soleil et le vent. C'est le combat singulier d'un nombre infini d'espèces végétales et animales pour leur vie, la vie.

Et pourtant, c'est magnifique, c'est notre maison plus ou moins bien entretenue, mais c'est le cadre de notre évolution.

Nous sommes partie intégrante de ce monde de violence et nous y participons plus ou moins consciemment, toujours avec espoir, renouvelant ainsi, sans cesse, nos rêves et nos appétits d'éternité.

De toutes façons c'est là notre avenir, alors il convient de le vivre le mieux possible, sans contrainte et sans peur, avec courage et confiance, c'est notre destinée.

Les marques de l'homme sur terre sont en elles-mêmes toutes naturelles car quoi de plus naturel que l'homme. Elles ont façonnées et parfois même exaltés des paysages : les pyramides d'Egypte, l'Acropole d'Athènes, le Machu Picchu, Venise, le Mont Saint Michel, New York ...

Les premières marques tracées par l'homme à travers du monde sont des

cavernes, des huttes et des signes aménagés, conçus, imaginés suivant l'évolution des populations.

C'est avec sa sédentarisation que l'homme va construire, va produire sa nourriture, domestiquer des bêtes, fabriquer des outils et inventer l'écriture. Puis son inexorable progression va se poursuivre, où que ce soit avec plus ou moins de contacts, plus ou moins brutaux entre les différents groupements humains.

L'évolution n'est pas uniforme mais les structures sociales sont restées très longtemps les mêmes : le chef et les anciens, le chef/dieu, le roi, l'empereur et le dieu, le président et le peuple, après ... et ceci partout, sous des appellations différentes, sous des cieux différents.

L'architecture a suivi cette évolution. Ce sont les tombeaux les premières manifestations architecturales, puis les sanctuaires, les temples, les églises, les mosquées et les synagogues, ensuite les palais et les châteaux. C'est l'architecture de ces monuments qui jusqu'à présent a intéressé les observateurs, le reste, tout le reste, la grotte, la hutte, la maison, la ferme, la ville, composant majeur de l'architecture puisqu' image de l'organisation sociale et de la vie des hommes, est resté accessoire.

C'est ce reste qui devient essentiel, c'est la ville, la maison, l'activité qu'il s'agit d'organiser d'abord de l'intérieur pour les milliards d'hommes d'ici bas, qu'il s'agit d'ordonner, qu'il s'agit d'harmoniser.

L'étude de l'architecture nous montre le peu d'intérêt des puissants pour cet art qu'il soit considéré comme majeur ou mineur. Seule la marque dans l'espace et dans le temps a provoqué, a autorisé des chef d'œuvres et seuls ces chef d'œuvres ont suscité des analyses trop souvent formelles et ne s'attachant au signifiant que pour magnifier le pouvoir.

Le développement de nos civilisations, la mondialisation des choses favorisent la recherche en ce domaine.

En occident, il faut attendre Vitruve, architecte romain du premier siècle avant Jésus Christ pour avoir une défi-

nition de l'architecture : c'est tout à la fois l'ordonnance (l'aménagement interne d'un édifice), la disposition (la répartition des différentes parties constituant l'édifice), la distribution (l'emplacement des différentes composantes de l'édifice), l'eurythmie (l'harmonie entre les différentes parties de l'édifice), la symétrie (la proportion entre tous les éléments de l'édifice basée sur les dimensions du corps humain).

Cette définition nous montre que, pour Vitruve, l'important en architecture, c'est l'intérieur et que l'image extérieure de l'édifice n'est que le reflet de l'intérieur. Sa théorie restera d'actualité jusqu'à aujourd'hui. A partir de la renaissance quelques professeurs théoriciens, Alberti, les Blondel, Gromort, Guadet, Choisy, et quelques autres ont restauré le langage formel de l'architecture classique, essentiellement grecque, en s'attachant à l'image, à la forme, à la construction et aux conventions du goût, sans en analyser fondamentalement le sens.

En orient, à partir du septième siècle après Jésus-Christ, c'est la Chine qui, par son système social hiérarchique engendra un code de construction précis pour la ville et pour les bâtiments, le code confucéen y étant pour beaucoup. A partir d'une morale positive, c'est l'homme qui est au centre des préoccupations de Confucius. La soumission au père, à l'autorité, qui doit être exemplaire, est le garant de la cohésion sociale. Il base ses réflexions sur les cinq principes suivants : bonté, droiture, bienséance, sagesse et loyauté. Pour lui la ville est un lieu clos, c'est un carré de neuf mesures, avec neuf rues, neuf avenues, au centre le palais et, à gauche le temple des anciens, à droite, celui des dieux, les bureaux sont en avant, la place du marché, à l'arrière. La maison est aussi un lieu clos assurant une parfaite distinction entre les hommes et les femmes, divisée strictement entre intérieur et extérieur, entre supérieur : le centre, le nord, la gauche et l'avant de la maison, et l'inférieur : les cotés, le sud, la droite et l'arrière. La partie nord/sud de l'édifice pour l'exposition à la lumière du soleil.

C'est l'homme chez Confucius et Vitruve qui est l'axiome de l'architecture.

Après eux, c'est l'image de l'architecture, la façade essentiellement, le décor qui dominera les études et les analyses pour atteindre son paroxysme aujourd'hui. L'expression devenant la valeur essentielle du bâtiment, quel qu'il soit, la construction devient objet et l'objet forme plus que fonction.

Le Corbusier (1887-1965) sera celui qui remettra l'homme au centre de la réflexion architecturale en la libérant de la forme classique et des canons esthétiques encore vivants. Il prône la simplicité des formes, l'organisation et la rigueur, mais surtout le bonheur. Il redéfinit des règles de proportions basées sur le corps humains, et il intègre l'organisation de la société, les progrès techniques, l'adéquation de l'architecture au monde qui la fabrique sans être encore compris.

Il est le premier à dire que la maison est un palais, que la ville est un outil à la mesure de la société qui la soutient.

Jusqu'à présent, la trace de l'homme sur terre c'est le temple pour les dieux, le dieu et ses prêtres. Le spirituel. Le palais pour le roi et sa cour. Le temporel. Une ville, un village, un hameau pour le peuple.

Depuis des siècles tout un ensemble de richesses ont marqué le monde. Des temples, des palais, des villes sont visités, étudiés, souvent copiés et mal compris, l'architecture dépendant toujours d'un contexte. Porteurs de rêves, ces monuments, touchent notre sensibilité, leur fréquentation est une preuve du besoin d'architecture.

Ce besoin est satisfait pour le passé, par cet art de satisfaire aux exigences des contraintes sociales fabriquées par l'homme, par ces nombreux moments qui, se complétant les uns les autres, font ce que nous sommes, nous font vivre ce que l'on vit et devrait nous faire comprendre que si la vie est merveilleuse après la mort, elle peut être la moins mauvaise possible avant.

Pour l'avenir, il ne s'agit pas de remplacer des contraintes par des autres, répliques et pâles copies du passé : dieux par finances, rois par présidents, prêtres et courtisans par élus et fonctionnaires. Il ne s'agit pas d'organiser

de fausses concurrences, de fausses concertations, de laisser la construction aux mains de la finance plus qu'à son esprit. Il ne s'agit pas d'imposer un nouvel ordre académique pour les bâtiments publics et une nouvelle mode « vendeur » pour les bâtiments privés, individuels ou collectifs.

Pour l'avenir, il s'agit de libérer les contraintes, de fixer le cadre général des interventions, strict dans le principe, souple dans l'application.

Strict sur les règles d'implantation, les besoins, l'organisation, le site, le sous sol, les techniques et l'adéquation de chacun de ses éléments entre eux. Ces règles, objets de conception plus que d'impositions, tiendraient sur une simple feuille de papier, lisibles par tous, compréhensibles par chacun. C'est débloquer le financement du bâtiment quel qu'il soit. C'est maîtriser la démagogie, l'image toute faite de la pensée unique, c'est beau, c'est bon, c'est « passé à la télé » ! Le roi est mort, vive le roi. C'est cesser de laisser croire aux images, aux idées globalisantes, toutes faites, réductrices mais si rassurantes pour les édiles, les financiers, les intervenants de tous poils. Dessins, plans, schémas qui montrent des zones et cet ensemble qui s'appuie sur des textes abscons déjà difficilement compréhensibles par les praticiens du bâtiment, avec lois, décrets, arrêtés pour compléter le tout, voilà les ingrédients suffisants pour bloquer le développement harmonieux du cadre bâti dans lequel l'architecture pourrait se manifester.

Souple sur les règles d'application de règles simples appréhendables par tout le monde. Il est remarquable de constater que l'Etat, la collectivité, lorsqu'ils décident d'entreprendre une opération d'urbanisme, une opération de construction, dérogent d'entrée aux règles qu'ils ont eux-mêmes mis au point. Il est très difficile de leur reprocher car il n'est pas possible de faire autrement, leurs règles, souvent contradictoires, annihilent toute créativité ou se bornent à l'image. Il est très difficile de le reprocher aux acteurs, ils sont tenus de suivre les règles, ce qui doit être évident. Tout ceci est connu, ça bloque, ça s'agite, ça manifeste. Il s'agit de formation d'abord, d'informations ensuite, pour que l'application des règles, si celles-ci

doivent rester inscrites dans le marbre sans avoir de véritables géniteurs, permettent réellement les corrections nécessaires à l'application de réglementations obsolètes ou contraires aux buts recherchés ou tout simplement au bon sens. Autorisation de construire sur des anciens marécages, dans l'emprise de zones de nuisances, contraintes pour construire des activités proches des logements et réciproquement, pour construire le logement du riche dans le même espace que celui du pauvre, pour construire dense avec les services publics et privés de proximité, pour construire les volumes de notre temps autres que l'effroyable fausse copie de l'architecture classique qui ne mérite pas cela, ou ce qui se qualifie d'architecture et qui n'est que, presque uniquement, une architecture académique et officielle sans grand sens.

Mais tout cela, c'est de la construction, de la réglementation, de la finance. Ça a toujours été ainsi, mais rien ne se perd, rien ne se crée. On peut donc revenir à l'architecture.

L'ère industrielle, le progrès, l'accroissement des populations malgré l'échelle des conflits, la démocratie ont tout bouleversé. C'est comme si l'évolution humaine s'accélérait. C'est comme si tout devenait possible. Comme après le big bang, après l'apparition du langage, de la conception de l'outil, de la maîtrise du feu, de l'art, après l'invention de l'écriture, de l'imprimerie et tout ce qui a suivi. Et tout ce qui a suivi modifie considérablement le sens de nos sociétés.

C'est comme un nouveau champ de l'architecture, faire vivre ensemble une population de plus en plus évoluée, qui bouge ; une société de services et de moyens qui a de plus en plus besoin de la ville pour vivre, pour exister, une société qui recherche du sens, de l'amour pour maîtriser ses peurs, une société qui rêve d'absolu.

On sert à cette population, à cette société des règles technocratiques, des contraintes individuelles et collectives et un discours lénifiant sur sa propre vie.

On abrutit l'individu en rêves de courses à l'argent facile qui sous tend l'accomplissement de soi et ceci dans

un univers clos, nouveaux jeux du cirque aménagé, de courses à l'assistance non maîtrisée, de courses schizophréniques entre le logement et l'activité, entre le logement et l'école, l'animation sociale, les services, entre le lieu de vie et celui de villégiature, de courses au bonheur entre le supermarché, la maison individuelle et les services sans transports ni communs ni individuels.

On lui sert un pathos de ce qui lui faut pour tout, on s'occupe de tout, tout va bien, suivez.

C'est bien de cela dont il s'agit en architecture car suivre les recettes du passé pour faire vivre les hommes d'aujourd'hui c'est ne pas comprendre la philosophie de chaque réalisation architecturale qu'elle soit villes, villages, temples, palais ou maisons.

Ce n'est plus le dieu, ce n'est plus le roi c'est le peuple qu'il s'agit de faire vivre et vivre bien là où il se trouve et quoi qu'il y fasse.

Et cela c'est nouveau et l'architecture de la démocratie reste à inventer.

Philippe BOSSEAU

## La République et ses territoires

Réunion-Débat animée par  
Laurent DAVEZIES

Professeur à l'université  
Paris-Val de Marne

### Préambules

« La mesure du développement des territoires par le produit intérieur brut (PIB) par habitant ne permet pas d'expliquer que, depuis environ une décennie, certaines zones gagnent des activités productives mais perdent des emplois et du revenu, alors même que d'autres perdent des activités productives tout en gagnant sur d'autres plans. C'est ainsi que les populations de départements réputés pauvres (Lozère, Morbihan ou Hautes-Alpes) ont connu une augmentation du revenu de l'ordre de 50 % entre 1990 et 2004 (la moyenne française s'établit à 28 %) quand celui de l'Île-de-France n'augmentait que de 20 %.

*C'est pour comprendre ces paradoxes que Laurent Davezies recourt à la « théorie de la base ». Il distingue, au sein des activités d'un territoire, celles qui visent à satisfaire les besoins locaux (activités domestiques) et celles qui produisent des biens et services vendus au-delà du marché domestique local (activités productives). Il met ainsi en évidence un puissant mécanisme de redistribution des richesses créées sur les territoires possédant des activités de production de biens et services vers les territoires résidentiels. Ce mécanisme passe par les revenus du travail des actifs résidant hors de leur zone d'emploi, les retraites, les emplois publics, etc. Cette circulation invisible des richesses est nourrie par la concentration des zones d'activités et l'étalement des zones de résidence. Ce même étalement répond à des modes de vie qui réarticulent les relations entre travail et temps libre et favorisent la mobilité, nourrissant ainsi le développement des espaces résidentiels périurbains et ruraux.*

*Les travaux de Laurent Davezies permettent d'analyser ce découplage entre les zones productives et les zones résidentielles, présentant ainsi une alternative à la mesure du développement des territoires par le seul PIB/habitant ».*

(Présentation Seuil du livre de Laurent Davezies).

Le 28 mai 2008, Laurent Davezies a accepté d'animer une réunion-débat du Cercle organisée conjointement avec l'association des anciens de l'IHEDATE et la Fondation pour l'innovation politique. Son livre « La République et ses territoires – La circulation invisible des richesses », publié au Seuil et dont la note « officielle » de présentation est rappelée ci-dessus, a eu, selon ses propres propos, un retentissement auquel il ne s'attendait pas ! Est-ce parce qu'il remet en cause des idées reçues et acceptées de longue date ? Ou est-ce parce qu'il met avec une grande pertinence le doigt sur le fait que « le territoire français soit lieu de tous les paradoxes » ? A chacun d'entre nous d'en juger, au Cercle d'organiser le débat.

Le compte rendu de cette réunion a été rédigé par Emmanuel Tricaud, Directeur des Affaires Réglementaires

de l'opérateur COLT Télécommunications et ancien auditeur de l'IHEDATE, et complété par Jean-Luc Obin. Il prend la forme de minutes, tant la variété et la richesse des propos échangés méritaient d'être rapportées. Ce faisant, nous prenons un risque vis-à-vis de ceux qui n'ont pas lu les travaux de Laurent Davezies. La présentation publiée ci-dessus en italiques cherche à le minimiser. Une lecture de ce livre bref (109 pages) et alerte s'imposera certainement d'elle-même à ceux qui ne le connaissent pas déjà.

(NDLR)

### **Compte-rendu de la réunion établi par M. Emmanuel TRICAUD**

Directeur des Affaires Réglementaires, COLT Télécommunications

Complété par **Jean-Luc OBIN**

M. Hervé NORA remercie M. Laurent DAVEZIES d'avoir répondu positivement à l'invitation conjointe de la Fondation pour l'innovation politique, de l'Association des anciens de l'IHEDATE et du Cercle pour l'Aménagement du Territoire, pour présenter son livre « La République et ses territoires », paru au Seuil, en janvier 2008 dans la collection La République des idées.

### **M. Laurent DAVEZIES**

- Je suis supposé vous parler de ce petit livre paru en janvier. Allons aux points qui ont été considérés comme nouveaux. Les questions de disparité de développement surprennent les gens, mais le plus surpris, c'est moi. Ce que j'ai écrit est du niveau d'un mémoire de maîtrise de quelques étudiants. C'est pourtant considéré comme une inversion de ce qu'il est convenu de raconter. Il y a des milliers d'experts de l'analyse territoriale, ou macro-économie locale. On retrouve des choses du même type dans les grands pays industriels. Je suis surpris de la surprise des lecteurs, mais tant mieux. Quand Pierre ROSANVALLON et Thierry PECH (les codirecteurs de la collection) m'ont demandé ce livre, j'ai dit non. Je pensais que cela n'intéresserait personne. Ce n'était pas de la paresse à écrire, puisque j'écris en permanence.

- Les représentations de l'économie territoriale, ce sont celles qui sont

liées à quelques mots-clés: mondialisation, métropolisation, fracture territoriale, concurrence mondiale à laquelle certains territoires savent faire face et d'autres non. Avant les années 1980, l'économie industrielle dominait (transformation de la matière, main d'oeuvre à bon marché, proximité des sources d'énergie). Depuis, on est dans l'immatériel. Les cartes sont redistribuées dans un cadre de mutualisation. Dans ce nouveau régime, les avantages comparatifs d'hier ne sont plus ceux d'aujourd'hui. Certains territoires s'en sortiront, d'autres non. Lors des 40 ans de la DATAR, je disais : "certains territoires s'en sortent tous seuls". Nous sommes félicités pour accompagner un rééquilibrage qui se fait tout seul.

- Puis cela a été l'inverse. Ce sont les grandes agglomérations qui ont accaparé la croissance avec un déséquilibre grandissant entre territoires. La mission de la petite Datar (800 MF d'interventions annuelles) est devenue terrifiante : compenser le déséquilibre structurel du territoire. On a retrouvé le même sentiment de panique à la Direction générale Régions de la Commission européenne. A la fin des années 1980, l'ambiance y était déprimée car cette tendance à l'accroissement des déséquilibres était vraie pour toute l'Europe.

- Du point de vue statistique (les PIB régionaux), l'Ile de France passe de 27 à 29% du PIB. C'est l'époque de la loi Pasqua pour lutter contre cet inquiétant déséquilibre.

- J'étais alors (fin des années 1980) rapporteur du groupe de politique industrielle de l'OCDE (alors composée de 29 pays). Je recevais toutes les statistiques et tous les rapports de chaque pays. J'avais fait un papier où je voyais la disparité de PIB se retourner dans six pays. Je me suis fait « massacrer », à tel point que les gens des pays ont suggéré à l'OCDE de changer de rapporteur. J'ai eu la chance d'être protégé. Six mois après, ce ne sont plus 6 pays, mais 12 à 15 qui vérifiaient la même tendance.

- Au même moment dans le domaine académique, la science économique régionale traverse une crise épouvantable. La science économique américaine se rend compte que les

efforts colossaux sur les territoires n'aboutissent à rien. Des réunions ont lieu, avec des sortes de tribunaux d'autocritique à la chinoise : ce que l'on fait ne sert à rien.

- Miraculeusement cette crise est résolue au niveau intellectuel par Paul KRUGMAN et la nouvelle économie géographique. Le territoire est intégré dans les modèles économétriques de croissance. Puisque les coûts de transport se sont effondrés, ce sont les coûts de transaction qui sont importants. Où ces coûts de transaction sont-ils minimisés ? Dans les agglomérations. Ces coûts de transaction sont liés au fonctionnement du marché : plus il y a d'acteurs les minimise. La dimension géographique des marchés monte que les grandes métropoles sont les marchés qui fonctionnent le mieux. Je voudrais regarder les marchés matrimoniaux. Cela vous paraît drôle, mais c'est fondamental. Je pense que le marché urbain produit de l'endogamie qui crée de l'inégalité de répartition de la richesse.

- Parmi les coûts de transaction, il y a aussi les coûts pour se débarrasser des ressources. 200 emplois à supprimer à Romorantin, c'est un drame, cela fait un bruit maximum. En région parisienne, le journal local n'en parle même pas. Cependant, l'immobilité résidentielle des travailleurs n'est pas complètement irrationnelle. A tel point que nous ferions probablement pour la plupart le même choix. A Boulogne ou à Ivry, vous mettez 2000 personnes sur le carreau, 30% retrouvent du boulot dans les 2 mois. Avec la métropolisation, comme tous les politiques en sont conscients, on entre dans une phase de fracture des territoires. Même l'économie de l'information ne nous affranchit pas des différences croissantes de développement entre territoires.

- Ce qui justifie mon livre, c'est que sur le terrain il se passe l'inverse. Depuis 25 ans, tous les indicateurs fonctionnent à l'inverse de cette théorie.

- On constate un effet de ciseau étonnant entre une géographie de création de richesse (en zone métropolitaine) et une géographie du revenu qui est presque un négatif de cela. En

dynamique, c'est un vrai négatif. Au moment où l'Ile-de-France voyait sa part du PIB national augmenter, sa part dans le revenu national diminuait : travailler plus pour gagner moins. 29% du PIB national et 22% du revenu.

- Depuis 25 ans, tous les indicateurs fonctionnent en ce sens : les disparités de revenus entre régions diminuent, les créations d'emploi s'accroissent là où on ne les attend pas (depuis 10 – 12 ans, la Vendée est en tête pour la France !)... et même la croissance démographique est, en raison des migrations, contraire aux modèles convenus (par exemple, dans le Nord-Pas-de-Calais, en 2 ans, les flux migratoires se sont inversés). Il y a notamment dissociation entre la géographie de la création de richesse et la géographie des évolutions de revenus.

- Pour Brest et la Bretagne, le diagnostic territorial des experts a longtemps été négatif. Or, à part le PIB, les indicateurs sont plutôt positifs. Les disparités régionales n'ont pas cessé de diminuer. On ne sent même pas les récessions. Le champion de l'emploi, c'est l'ouest. Depuis 10-12 ans, le département champion de l'emploi, c'est la Vendée. En volume de revenu, aussi. Les populations quittent l'Ile-de-France et vont dans ces territoires, alors qu'on a appris à l'école que, selon les modèles migratoires, les populations vont des pays les moins développés au plus développés, à une vitesse ralentie selon les obstacles.

- C'était très surprenant. C'est ce qu'explique ce petit bouquin. Certes, le revenu dépend du PIB. La valeur ajoutée rémunère le capital et le travail. Mais il y a les redistributions.

- Au niveau national, le PIB fabrique le revenu, ou plutôt la valeur ajoutée détermine le revenu. Si la Mauritanie veut s'enrichir, il lui faut produire plus. On avait considéré que ce qui était vrai pour les pays l'était aussi pour les régions ; c'est là l'erreur. Il en est de même pour l'emploi. Ce qui détermine la géographie de l'emploi, c'est la géographie du revenu. L'emploi, le solde migratoire, la pauvreté fonctionnent selon la même règle.

- Pourquoi ? Quand vous créez de la valeur ajoutée, une grande partie

donne lieu à des prélèvements sociaux. De telle sorte qu'une partie des rémunérations est versée ailleurs, dans un autre territoire. C'est le cas pour 7% de la rémunération du travail fait en Ile-de-France, qui ne reste pas en Ile-de-France. En France on travaille à 16 km en moyenne de son domicile.

- Autre facteur de localisation des revenus : les pratiques touristiques, qui ne sont pas un détail. Vis-à-vis de l'étranger, la balance commerciale du tourisme, c'est équivalent à l'aéronautique plus l'automobile, de l'ordre de 100 G€ par an, ce qui est considérable. En outre, il y a le tourisme intérieur au pays. On appelait les touristes des résidents non recensés provisoires. Ils dépensent de l'argent. Ces déplacements touristiques ne sont pas anecdotiques. Pour des raisons de stockage de vaccins en cas d'attaque terroriste, on a voulu faire un recensement des présents jour par jour. Le ministère du tourisme nous a sorti les statistiques jour par jour : les Alpes Maritimes ont 110% de leur population le jour de l'année où elles sont le plus vide et 240% le jour le plus plein. La ville de Paris est une ville privilégiée grâce au tourisme, dit-on. En fait Paris, c'est génial en tourisme brut et minable en tourisme net (-4% de la population). Comme les franciliens qui partent ailleurs en vacances sont solvables, il manque l'équivalent d'1 million d'habitants à l'Ile-de-France. En revanche, certains territoires sont très bien adaptés à recevoir des gens. Dans le Nord-Pas-de-Calais, il y a un maximum de tourisme, avant même les ch'tis. Lille, les cimetières de la 1ère Guerre Mondiale, comme vous le disiez, le Marquenterre. Globalement en France, si vous enlevez les plaines à betteraves, le monde rural est aussi vivant, aussi peuplé qu'en 1955 au début de l'exode rural. J'ai beaucoup travaillé avec la Poste sur les cantons ruraux qui perdent de la population (presque tous), qui perdent des ménages (beaucoup moins), du revenu (beaucoup moins) et de la présence (encore moins). Le Crédit Agricole me disait : nous comme des imbéciles : nous avons ajusté notre réseau d'agences, La Poste ne l'a pas fait et elle est bien placée !

- Ces évolutions comportent des inconvénients. Il y a des indices de prix

qui se différencient entre territoires alors que les salaires se sont égalisés. Or, rares sont les métiers qui ne peuvent être exercés qu'en Ile de France : des métiers de commandement notamment. Aussi, en Ile-de-France on a une tension de plus en plus forte sur un certain nombre de métiers. Quand on a du mal à trouver des infirmières, cela devient inquiétant. A Nantes-Saint Nazaire, ils n'en reviennent pas. Il y a 20 ans, les chantiers navals tombaient. On s'attendait au pire.

- Les moteurs de croissance sont pénalisés. Les territoires où l'on travaille le plus sont ceux où l'on gagne le moins. Les wagons doublent les locomotives.

- Est-ce une affaire française ou une affaire qu'on retrouve partout ? C'est partout pareil, mais plus sensible en France qu'ailleurs pour 8 raisons :

1. poids des prélèvements publics dans le PIB,

2. pays unitaire ou fédéral,

3. usage du territoire national indifférencié pour les citoyens français, on s'installe, on circule partout, alors que ce n'est pas vrai en Espagne, en Italie ou en Allemagne. 25% des parisiens quittent l'Ile-de-France à l'âge de la retraite.

4. le retard avec lequel on a fait la révolution industrielle, en gardant des maisons de famille, une mémoire familiale à la compagne. Les autres pays ont davantage coupé avec leurs racines.

5. Territoires attractifs. En France : 500 AOC, En Angleterre 2 ; En Allemagne 3. Nos parents et grands-parents étaient des ruraux. Cela reste vrai pour mes étudiants.

6. Pas d'identité régionale forte en Ile-de-France.

7. Effets de mobilité puissants (TGV, autoroutes,...).

8. Pays agréable, avec une nature entretenue. Partez en voiture dans les Rocheuses, oubliez votre duvet et vous êtes mort. En Limousin, vous êtes sauvés. Nos territoires sont un patrimoine et naturel et équipé. La France entretient un rapport unique au

monde avec la nature. C'est une richesse pour des décennies. Tous ces éléments mis bout à bout sont plus puissants ici qu'ailleurs.

- Est-ce une bonne ou une mauvaise nouvelle ?

### Questions et réponses

- Q. LD est connu pour l'économie résidentielle. Ce qui a été dit est une grille pour comprendre les phénomènes. Il ne nous donne pas de quoi faire une stratégie.

- Q. On a un débat au Cercle quand la Datar est devenue la Diact. Je vois ce choix justifié aujourd'hui.

- Q. De quel territoire parlez-vous ? Territoire ou région ? Les territoires, je ne sais pas ce que c'est.

- R. C'est neutre de parler d'une région, d'un département ou d'une ville.

- Q. Un territoire a une limite.

- R. Dès qu'il y a un pouvoir local, ...

- Q. Quel va être l'effet de la crise du pétrole ?

- R. On payait les déplacements en temps, on paiera en argent avec la hausse du prix des carburants. Hervé LE BRAS a annoncé la « revie » du monde rural. Magali TAILLANDIER a montré que le solde naturel est négatif et le solde migratoire positif. L'inversion était déjà sensible dès les années 60. Magali a regardé les données depuis 1880 : c'est l'aboutissement d'une très longue tendance. Le travail de Magali TAILLANDIER montre que le rythme d'augmentation des populations est inverse à la richesse des communes. Depuis 30 ans, l'ensemble des villes les plus denses ne croît plus. En 1954, les petites communes avaient un solde migratoire négatif. Aujourd'hui c'est l'inverse. La qualité de l'espace est devenue un atout.

- Q. Dans les territoires, il y a 25% de base marchande. D'où vient cette initiative marchande ? Est-ce un coup de chance ?

- LD : Voyez l'économie ricardienne classique : la Bretagne a continué à s'industrialiser quand l'industrie reculait en France. Je pense à des travaux confiés à TMO. Quel est le facteur qui explique le mieux le développement de l'activité ? Le soleil (sunbelt) ? Je leur ai dit : regardez la présence. C'était parfaitement corrélé. Je leur ai dit aussi que ce n'est pas la compétitivité de la France qui se joue là. Ils m'ont dit : détrompez-vous ! Les Espagnols ont fait une grosse enquête sur la question : pourquoi vous êtes-vous installés là ? La réponse, c'était là où l'entrepreneur avait envie de vivre. Il y a une forme d'hédonisme. Ce sont les aménités qui déterminent le pouvoir d'achat : 100 € à Mende, ce sont 160 € ; sur le boulevard St Germain, cela ne vaudra pas plus de 40€. Mon frère à Lyon est deux fois plus riche que moi avec un revenu égal.

- Q. Au sein de l'association des communautés urbaines de France (14 agglomérations), sur 500 entreprises qui ont changé leur siège social, l'enquête a montré que 95% des choix venaient de raisons personnelles antérieures.

- Q. Pourquoi cela ne débouche-t-il pas sur un débat national ?

- Q. Le moteur francilien de l'enseignement supérieur est-il réel ?

- LD : Il y a 641 communes où l'on délivre de l'enseignement supérieur. Le classement de Shanghai devient fatigant; les meilleures facs du monde sont de petite taille. J'ai démissionné de mon labo, on nous balade au fil des modes du "small is beautiful" au "big is beautiful". C'est insupportable, mais les concentrations territoriales jouent un rôle majeur. Seuls Paris a produit autant de prix Nobel et de Medail Fields que Boston et San Francisco. Comme le disait Fitoussi, le monde des 30 prochaines années est un monde d'échange de produits industriels. On a régionalisé la recherche. On a baissé de 15 points la part de l'Ile-de-France dans la recherche publique en France. On l'a répartie vers la province. Le Monde a fait 2 pages sur le sujet de la fuite des cerveaux : à Baltimore, ils tombent sur un chercheur qui vient de Strasbourg : à Strasbourg j'avais 4 collègues de ma



spécialité, ici j'en ai 800. J'ai dit cela à JP Raffarin. Les chercheurs qui quittent Poitiers pour Boston choisissent-ils entre Poitiers et Boston ou entre la France et les USA ? Il n'a rien répondu.

• Q. Quel est le territoire de l'université Paris Val de Marne ?

• LD : Elle est sur Créteil, dans le Val-de-Marne, en Ile-de-France. Je suis supposé habiter dans le Val-de-Marne, or j'habite à Paris.

• Q. Avec les économies que s'impose l'Etat (fermeture des services publics), où va-t-on ?

• R. Les idées fausses circulent : l'emploi public a progressé et fait progresser l'emploi privé. En jeune gauchiste médian, dans les années soixante-dix, j'ai manifesté contre le retrait de l'Etat, or on a vécu le contraire. Regardez la baisse de population de moins de 20 ans : un million depuis 1990. L'emploi public local, c'est plus 23% en 10 ans. Droite et gauche ont embauché massivement. Cela va se tasser mécaniquement et cela va poser des problèmes. Il y aura une inflexion.

• Quel est l'avenir de la mobilité ? La retraite, on va voir ce que cela donne. Cela peut être douloureux. Cette diagonale aride (nord-est - sud-ouest) est un lieu où l'activité publique est devenue le moteur. On passe le temps en France à s'auto-flageller. Aucun pays n'a jugulé l'emploi public. Les sociétés sophistiquées ont besoin de beaucoup de services publics. Il n'y a que deux pays qui les ont baissés : l'Irlande et les Pays-Bas. Entre 1982 et 2006, la part publique du PIB passe de 41% à 44%. A l'intérieur de cela la part des administrations centrales a baissé et celle des administrations locales a monté. Ce sont les dépenses sociales qui ont explosé.

## Paul RAMBEAUD, témoignage personnel

(Suite de la première page)

Le comité interministériel d'aménagement du territoire venait de décider de réveiller, de redynamiser quelques régions rurales françaises ; tout d'abord trois grandes régions homogènes, la Bretagne, l'Auvergne, puis le Limousin et le Lot. Trois hauts fonctionnaires, trois « commissaires à la rénovation rurale » étaient désignés et placés auprès du délégué, Jérôme Monod, pour initier, animer et piloter cette opération. A la demande de M. Edgard Faure, alors ministre de l'agriculture, une quatrième zone fut créée pour la montagne.

Paul Rambeaud fut nommé commissaire à la rénovation rurale en montagne. Il arrivait de Grenoble, où il était directeur départemental de l'agriculture, et venait d'être promu ingénieur général du Génie rural, des eaux et des forêts à 48 ans. Il était précédé d'une solide réputation de montagnard.

Pour beaucoup de ses pairs, néanmoins, cela fut considéré comme « mission impossible ! »

A la différence des trois autres zones, concentrées et homogènes, la montagne, qu'il fallut d'abord définir, représentait des territoires hétérogènes, dispersés dans quelque 40 départements répartis aux quatre coins de l'hexagone : les Vosges, le Jura, les Alpes, les Pyrénées, le massif central, le Languedoc et la Corse.

C'était certainement difficile, mais Paul Rambeaud n'est pas parti de rien. Depuis la fin de la guerre de très nombreuses initiatives avaient vu le jour pour compenser les handicaps du milieu montagnard, notamment dans les milieux agricoles, avec le soutien de l'administration et des élus.

Il ne m'appartient pas de présenter tous les développements qu'ont connus depuis quarante ans les balbutiements, puis l'essor et la consolidation de la politique de la montagne. Mais puisque j'ai eu, au début des années 70, le bonheur de travailler quelque temps auprès de lui, je veux simplement témoigner de la part es-

sentielle, fondamentale qu'y a prise Paul Rambeaud.

Il s'y est consacré avec passion.

Avec Paul Rambeaud, le sens du service public prend toute sa réalité, je dirai même prend tout son sens... Il était appelé pour servir et accomplir ce pour quoi il avait été choisi. Paul se disait « serviteur », très conscient de ce qu'un fonctionnaire, quel que soit son niveau ne peut rien faire si son action ne s'inscrit pas dans le domaine du politique. C'était un homme d'une profonde humilité. Il m'a appris à n'avoir pas d' « amour propre ». Il savait que sa tâche était avant tout de trouver des relais, des responsables, des dirigeants, des élus, des hommes politiques acceptant de s'investir personnellement dans cette entreprise.

Avec ténacité, un exceptionnel sens du contact, il est allé chercher tous azimuts les personnes qu'il fallait ; il a su mobiliser et rassembler toutes les énergies pour que la sauvegarde et le développement des zones de montagne et de leurs habitants devienne une réalité : organisations agricoles, services de l'artisanat, associations de toutes sortes, administrations et instituts de recherche, correspondants étrangers, préfets, ces grands serviteurs de l'Etat proches du terrain, ministères au plus haut niveau et élus, tous ont été associés à cette tâche.

Il a avalé des couleuvres, subi des rebuffades, quelques échecs même, mais toujours sans le moindre regret, sans la moindre amertume. Il repartait à l'ouvrage de plus belle, avec le sourire. Pendant des années, ses intuitions, ses rapports, son énorme travail ont été repris, signés, adoptés, proclamés par d'autres. Il s'en est réjoui, là est sa fierté.

La montagne est aujourd'hui devenue une grande cause nationale. Mission remplie. Mission de toute une vie. Car, chacun le sait, jusqu'à ces tout derniers mois, Paul Rambeaud, plus de vingt ans après son départ à la retraite, a gardé le contact avec ses innombrables amis de la saga montagnarde, dont il reste l'âme.

D'autres diront mieux que moi les autres facettes de son exceptionnelle personnalité, de sa brillante carrière administrative et professionnelle. Pourtant, à titre personnel je voudrais ajouter deux choses :

**1. Tout d'abord il me faut évoquer quelques épisodes de sa vie** qui l'ont marqué profondément, et dont il parlait rarement, avec beaucoup de délicatesse et de pudeur,

Ce qu'il appelait : « Les années noires 1939-1944 ».

Ses études, de 1938 à 1941, à l'Agro puis à l'école du génie rural, furent perturbées par l'ambiance détestable des années 1938 et 1939, puis par la défaite et l'occupation.

Néanmoins, très tôt, le 1<sup>er</sup> janvier 1941, il est affecté au service du génie rural à Nancy ; avec de grands patrons, les IG Brunotte et Reynders, qui déjà s'employaient à contrer les entreprises de « colonisation » par les allemands des terres de cette Lorraine devenue annexée ou « zone interdite ». Il a toujours gardé pour eux une grande admiration. Dès 1942 son affectation à Metz est décidée... pour le jour où la souveraineté française y sera rétablie.

A l'automne 1942 il passe en zone libre, et effectue pendant 6 mois un stage à Vichy, où est replié le ministère de l'agriculture. Il y est initié discrètement à l'implication du service du génie rural dans les actions de lutte contre l'occupant. On peut rappeler en effet, avec notre camarade François Ferrari, que dès le 1<sup>er</sup> juillet 1940, avait été créé « un service de contre-espionnage clandestin camouflé dans l'entreprise des travaux ruraux, dont la mise sur pied est immédiatement entreprise avec la collaboration du Génie rural... ».

Pour passer à l'action, il est affecté le 1<sup>er</sup> février 1943 au service du génie rural à FOIX.

Mais Paul et sa famille sont durement atteints par une terrible nouvelle.

Le 3 février 1943 son père, professeur au lycée de Saint Etienne, est arrêté par la Gestapo et incarcéré à Lyon. Paul, « j'étais inconscient », me dira t-il, se rend au siège de la Gestapo pour essayer d'avoir quelques informations, mais sa démarche reste vaine. Ce n'est qu'à la libération qu'il apprendra que son père est mort en déportation au camp du Struthof, en

Alsace. Chaque année Paul s'y rendait en pèlerinage.

Il rejoint FOIX, où il est chargé des fonctions de chef du service du génie rural. Avec la complicité du secrétaire général de la Préfecture, il contribue, avec les moyens du service, au ravitaillement des maquis de l'Ariège en essence, ciment, acier, motopompes..., à la barbe des occupants.

Dès le 1<sup>er</sup> novembre 1944 il retourne, avec sa jeune épouse ariégeoise, prendre son poste au service du Génie rural à Metz. La ville est à peine libérée. La boucle est bouclée. Ses « années de clandestinité », comme il les appelait, sont terminées. Dans cette Lorraine éprouvée il a en charge la reconstruction des infrastructures rurales, et mission délicate, celle du déminage des zones de combat.

Il y passera deux ans, avant de rejoindre Grenoble, le 1<sup>er</sup> novembre 1946.

## **2. En second lieu, je voudrais célébrer le montagnard.**

Son enfance dans la Loire, son service en Ariège, en Haute Loire, en Isère, le destinaient sans nul doute à cette implication majeure dans la promotion de la montagne, sur laquelle il est inutile de revenir. Il y aurait tant à dire...

Il faut dire sa passion d'alpiniste, ses escalades, ses courses, crampons ou skis aux pieds dans les grands massifs alpins ; ses randonnées moins vertigineuses, mais tout aussi enthousiastes avec Philippe Lamour, Jérôme Monod ou François Gros, et d'autres amis sur les itinéraires de la grande traversée des Alpes françaises.

Paul Rambeaud est allé au Maroc, au Pérou, au Mexique, en Israël, en URSS, à la FAO, à Rome, parler de la montagne, de son aménagement, de sa protection lors de rencontres internationales. Il y a laissé son empreinte.

*Bernard SAILLET*

## **A LIRE**

**Par Jean-Marie SIMON**

A lire : le Rapport sur « **Aménagement du Territoire, enseignement supérieur et recherche** » (1) présenté au Conseil Economique et Social par **Jean-Pierre Duport** au nom de la Section des Economies régionales et de l'aménagement du territoire.

Ce rapport, que Jean-Pierre Duport a accepté de venir commenter prochainement au Cercle, souligne la dimension socio territoriale de la recherche et de l'enseignement supérieur, deux activités elles-mêmes intimement liées.

Il s'agit alors de combiner deux objectifs : conforter un système fondé sur l'excellence et visant une reconnaissance internationale (le classement de Shanghai, palmarès des 500 meilleures universités mondiales, classe la France en 6<sup>ème</sup> position, loin derrière les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Allemagne) et rendre ce système acteur de la valorisation et de l'attractivité économique et sociale des territoires.

Afin d'atteindre ces objectifs, le rapport, clair et riche en informations, qui a été adopté par le CES, préconise notamment :

- la qualification des sites universitaires, afin d'éviter la banalisation et la médiocrité,
- l'implication, pour une gouvernance partagée, de l'ensemble des acteurs territoriaux afin de déboucher, entre autres, sur de véritables stratégies régionales d'innovation,
- l'amélioration de l'accueil des étudiants et de leur insertion professionnelle,
- la mise en place d'un système de financements plus diversifié.

Les conclusions de ce rapport sont à rapprocher de certaines préconisations de la Commission Attali remises au Gouvernement en début d'année : souhaitons que les unes comme les autres soient suivies d'effets !

(1) en vente à l'Imprimerie Nationale

## COMMUNIQUE

### Nous avons également appris le décès de Colette Peltier.

Beaucoup d'entre nous ont connu Colette qui a été, pendant de longues années, secrétaire de la Datar. Elle y a notamment secondé Bernard Saillet, pour les parcs naturels régionaux, puis Daniel Maquart aux affaires agricoles et rurales. Ayons une pensée pour cette collaboratrice discrète, consciencieuse et dévouée.



#### La Lettre du Cercle

N° 34 - JUILLET 2008

#### • Directeur de publication :

- Hervé Nora, Président du Cercle

#### • Rédacteurs :

- Hervé NORA
- Bernard SAILLET
- Jean-Marie SIMON
- Philippe BOSSEAU
- Laurent DAVEZIES
- Jean-Luc OBIN

#### • Édition :

- Françoise SALOMON



## LE CERCLE POUR L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

### HISTORIQUE

LE CERCLE POUR L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE est une association privée, régie par la Loi de 1901. Il a été fondé en 1991 par Hélène Roger-Vasselín et Claude Rousseau, alors chargés de mission à la DATAR (respectivement depuis 1963 et 1970), et Marc Nizery, ancien collaborateur extérieur de la DATAR, de 1964 à 1978.

### LES MEMBRES DU CERCLE

Le CERCLE rassemble aujourd'hui 220 membres, qui sont, ou ont été des acteurs de l'aménagement du territoire. Ils sont actuellement anciens ministres, parlementaires, anciens délégués et directeurs à la DATAR, préfets, hauts fonctionnaires, présidents directeurs généraux et dirigeants de grands groupes industriels et d'établissements financiers, chefs d'entreprises de toutes tailles, membres de professions libérales, aménageurs locaux, commissaires à l'aménagement, à l'industrialisation ou à la reconversion, chargés de mission ou collaborateurs extérieurs de la DATAR.

Hommes et femmes de terrain, de pouvoir ou d'influence, tous portent un intérêt particulier au territoire français, à son développement économique et à son aménagement. Ils gardent vif le souvenir du climat particulier de pragmatisme et d'efficacité dans lequel la DATAR a travaillé depuis les années soixante, et dont tous les partenaires de la Délégation ont été fortement marqués. Ils ont souhaité en adhérant au Cercle retrouver et entretenir ce climat, et continuer à agir, dans le cadre du statut de l'association, sur les aspects territoriaux et spatiaux de l'évolution économique et humaine du pays. Ils considèrent que la pleine mise en valeur du territoire national et la recherche de la meilleure performance économique, dans le contexte européen et mondial du vingt et unième siècle, ne sont pas indifférentes à la répartition géographique des activités et de la population, et que cette répartition nécessite l'adhésion de l'opinion publique.

Toutes les sensibilités politiques sont représentées dans le Cercle. Toutes les approches de la problématique de l'aménagement du territoire peuvent y être abordées. Sa crédibilité se fonde sur l'indépendance d'esprit et d'expression de ses membres, sur leurs compétences très diverses, leur expérience et l'élévation de leurs motivations.